

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(non audité)

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Produits des activités ordinaires et autres produits				
Produits d'exploitation, déduction faite des redevances (note 4)	9 803	10 847	28 857	29 981
Autres produits (note 5)	93	16	534	60
	9 896	10 863	29 391	30 041
Charges				
Achats de pétrole brut et de produits	3 402	3 901	9 309	10 804
Charges d'exploitation, frais de vente et frais généraux	2 793	2 645	8 424	7 877
Transport	378	348	1 075	957
Charge d'amortissement et d'épuisement et pertes de valeur	1 484	1 504	4 459	4 319
Prospection	15	22	204	73
Profit à l'échange et à la cession d'actifs (note 16)	(81)	(107)	(244)	(274)
Charges financières (note 7)	433	85	562	1 190
	8 424	8 398	23 789	24 946
Résultat avant impôt	1 472	2 465	5 602	5 095
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat				
Exigible	356	493	1 284	1 242
Différé (note 15)	81	160	(916)	280
	437	653	368	1 522
Résultat net	1 035	1 812	5 234	3 573
Autres éléments du résultat global				
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net :				
Ajustement au titre des écarts de conversion	4	(66)	(144)	99
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net :				
Gain actuariel (perte actuarielle) des régimes de retraite du personnel, déduction faite de l'impôt	55	93	(258)	212
Autres éléments du résultat global	59	27	(402)	311
Total du résultat global	1 094	1 839	4 832	3 884
Par action ordinaire (en dollars) (note 8)				
Résultat net – de base	0,67	1,12	3,34	2,19
Résultat net – dilué	0,67	1,11	3,34	2,18
Dividendes en trésorerie	0,42	0,36	1,26	1,08

Se reporter aux notes annexes.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(non audité)

(en millions de dollars)	30 septembre 2019	31 décembre 2018
Actif		
Actif courant		
Trésorerie et équivalents	2 089	2 221
Créances	3 695	3 206
Stocks	3 682	3 159
Impôt sur le résultat à recevoir	147	114
Total de l'actif courant	9 613	8 700
Immobilisations corporelles, montant net (notes 3 et 12)	76 789	74 245
Prospection et évaluation	2 376	2 319
Autres actifs	1 289	1 126
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	3 058	3 061
Actifs d'impôt différé	210	128
Total de l'actif	93 335	89 579
Passif et capitaux propres		
Passif courant		
Dette à court terme	1 643	3 231
Tranche courante de la dette à long terme	—	229
Tranche courante des obligations locatives à long terme (note 3)	297	—
Dettes fournisseurs et charges à payer	6 284	5 647
Tranche courante des provisions	709	667
Impôt à payer	1 126	535
Total du passif courant	10 059	10 309
Dette à long terme	13 098	13 890
Obligations locatives à long terme (note 3)	2 652	—
Autres passifs à long terme	2 742	2 346
Provisions (note 11)	8 491	6 984
Impôt sur le résultat différé (note 15)	11 109	12 045
Capitaux propres	45 184	44 005
Total du passif et des capitaux propres	93 335	89 579

Se reporter aux notes annexes.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(non audité)

(en millions de dollars)	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	2019	2018	2019	2018
Activités d'exploitation				
Résultat net	1 035	1 812	5 234	3 573
Ajustements au titre des éléments suivants :				
Charge d'amortissement et d'épuisement et pertes de valeur	1 484	1 504	4 459	4 319
Charge (recouvrement) d'impôt différé	81	160	(916)	280
Charge de désactualisation	66	67	205	199
Perte (profit) de change latent sur la dette libellée en dollars américains	133	(216)	(378)	402
Variation de la juste valeur des instruments financiers et des stocks de négociation	(28)	7	120	(31)
Profit à l'échange et à la cession d'actifs (note 16)	(81)	(107)	(244)	(274)
Rémunération fondée sur des actions	66	38	(19)	(29)
Prospection	—	—	39	—
Règlement de passifs liés au démantèlement et à la remise en état	(123)	(106)	(313)	(365)
Autres	42	(20)	78	91
Diminution (augmentation) du fonds de roulement hors trésorerie	461	1 231	(148)	(625)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	3 136	4 370	8 117	7 540
Activités d'investissement				
Dépenses en immobilisations et frais de prospection	(1 516)	(1 206)	(3 783)	(4 259)
Acquisitions (notes 13 et 14)	—	(14)	—	(1 205)
Produit de la cession d'actifs (note 16)	96	48	262	52
Autres placements (note 16)	(35)	(32)	(134)	(116)
Diminution (augmentation) du fonds de roulement hors trésorerie	389	(98)	383	290
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(1 066)	(1 302)	(3 272)	(5 238)
Activités de financement				
(Diminution) augmentation nette de la dette à court terme	(572)	(1 230)	(1 527)	749
(Diminution) augmentation nette de la dette à long terme	—	(19)	557	(54)
Paievements au titre de l'obligation locative	(88)	—	(230)	—
Émission d'actions ordinaires aux termes des régimes d'options sur actions	18	26	59	282
Rachat d'actions ordinaires (note 9)	(756)	(889)	(1 822)	(1 887)
Distributions liées à la participation ne donnant pas le contrôle	(2)	(2)	(6)	(4)
Dividendes versés sur les actions ordinaires	(650)	(582)	(1 970)	(1 759)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(2 050)	(2 696)	(4 939)	(2 673)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et de ses équivalents	20	372	(94)	(371)
Incidence du change sur la trésorerie et ses équivalents	8	(23)	(38)	31
Trésorerie et équivalents à l'ouverture de la période	2 061	1 983	2 221	2 672
Trésorerie et équivalents à la clôture de la période	2 089	2 332	2 089	2 332
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie				
Intérêts payés	133	88	639	501
Impôt sur le résultat payé (reçu)	482	(2)	880	662

Se reporter aux notes annexes.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(non audité)

(en millions de dollars)	Capital- actions	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total	Nombre d'actions ordinaires (en milliers)
31 décembre 2017	26 606	567	809	17 401	45 383	1 640 983
Résultat net	—	—	—	3 573	3 573	—
Ajustement au titre des écarts de conversion	—	—	99	—	99	—
Gain actuariel des régimes de retraite du personnel, déduction faite de l'impôt de 78 \$	—	—	—	212	212	—
Total du résultat global	—	—	99	3 785	3 884	—
Émissions aux termes des régimes d'options sur actions	354	(72)	—	—	282	7 833
Rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation (note 9)	(609)	—	—	(1 278)	(1 887)	(37 700)
Variation du passif au titre des engagements d'achat d'actions (note 9)	(38)	—	—	(103)	(141)	—
Rémunération fondée sur des actions	—	38	—	—	38	—
Dividendes versés sur les actions ordinaires	—	—	—	(1 759)	(1 759)	—
30 septembre 2018	26 313	533	908	18 046	45 800	1 611 116
31 décembre 2018	25 910	540	1 076	16 479	44 005	1 584 484
1 ^{er} janvier 2019	25 910	540	1 076	16 479	44 005	1 584 484
Incidence de l'adoption d'IFRS 16 (note 3)	—	—	—	14	14	—
1 ^{er} janvier 2019, montant ajusté	25 910	540	1 076	16 493	44 019	1 584 484
Résultat net	—	—	—	5 234	5 234	—
Ajustement au titre des écarts de conversion	—	—	(144)	—	(144)	—
Perte actuarielle des régimes de retraite du personnel, déduction faite de l'impôt de 89 \$	—	—	—	(258)	(258)	—
Total du résultat global	—	—	(144)	4 976	4 832	—
Émissions aux termes des régimes d'options sur actions	76	(16)	—	—	60	1 737
Rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation (note 9)	(722)	—	—	(1 100)	(1 822)	(44 158)
Variation du passif au titre des engagements d'achat d'actions (note 9)	17	—	—	6	23	—
Rémunération fondée sur des actions	—	42	—	—	42	—
Dividendes versés sur les actions ordinaires	—	—	—	(1 970)	(1 970)	—
30 septembre 2019	25 281	566	932	18 405	45 184	1 542 063

Se reporter aux notes annexes.

NOTES ANNEXES

(non audité)

1. ENTITÉ PRÉSENTANT L'INFORMATION FINANCIÈRE ET DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

Suncor Énergie Inc. (« Suncor » ou la « Société ») est une société d'énergie intégrée dont le siège social se trouve au Canada. Les activités de Suncor comprennent notamment la mise en valeur et la valorisation des sables pétrolifères, la production pétrolière et gazière extracôtière, le raffinage du pétrole et la commercialisation de produits, principalement sous la marque Petro-Canada.

L'adresse du siège social de la Société est la suivante : 150 – 6 Avenue S.W., Calgary (Alberta) Canada T2P 3E3.

2. BASE D'ÉTABLISSEMENT

a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), plus précisément la Norme comptable internationale (« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Il s'agit d'états financiers résumés qui ne contiennent donc pas toute l'information exigée pour des états financiers annuels et qui doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

b) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de ce qui est mentionné dans les méthodes comptables présenté dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. L'adoption des nouvelles prises de position comptables est décrite à la note 3.

c) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les présents états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société.

d) Recours à des estimations, à des hypothèses et à des jugements

Pour préparer en temps opportun les états financiers, la direction doit faire des estimations, élaborer des hypothèses et formuler des jugements. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer des montants estimatifs lorsque des événements prévus se concrétisent. Les estimations et jugements importants utilisés dans la préparation des états financiers sont mentionnés dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

e) Impôt sur le résultat

La Société comptabilise l'incidence des changements de taux d'impôt dans le résultat de la période au cours de laquelle les taux révisés applicables sont adoptés ou quasi adoptés.

3. NOUVELLES NORMES IFRS

a) Adoption de nouvelles normes IFRS

IFRS 16, Contrats de location

En date du 1^{er} janvier 2019, la Société a adopté IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »), qui remplace IAS 17, *Contrats de location* (« IAS 17 ») et qui exige la comptabilisation de la plupart des contrats de location dans l'état de la situation financière. IFRS 16 élimine l'option de classement des contrats de location comme des contrats de location-financement ou des contrats de location simple et traite tous les contrats de location comme des contrats de location-financement pour les preneurs à bail, en prévoyant des exemptions facultatives pour les contrats de location à court terme dont la durée est d'au plus 12 mois. Le traitement comptable pour les bailleurs demeure inchangé pour l'essentiel, de même que l'obligation de classer les contrats de location, soit comme contrats de location-financement soit comme contrats de location simple.

La Société a choisi d'appliquer la méthode de transition rétrospective modifiée, ce qui exige d'ajuster le solde d'ouverture des résultats non distribués sans avoir à retraiter les données comparatives. Par conséquent, l'information comparative demeure présentée conformément à IAS 17 et à International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) 4. Les précisions des méthodes comptables aux termes d'IAS 17 et d'IFRIC 4 sont présentées séparément si elles diffèrent des précisions aux termes d'IFRS 16 et l'incidence de la variation est présentée ci-après.

Les méthodes comptables aux termes d'IFRS 16 se présentent comme suit :

À la date de passation d'un contrat, la Société doit apprécier si celui-ci est ou contient un contrat de location selon qu'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie.

À la date de début du contrat de location, la Société doit comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative. L'actif au titre du droit d'utilisation est évalué initialement au montant initial de l'obligation locative ajusté pour tout paiement au titre du contrat de location versé à la date de début ou avant cette date, majoré, le cas échéant, des coûts directs initiaux engagés et des coûts estimés pour démanteler et enlever l'actif sous-jacent ou pour remettre en état l'actif sous-jacent ou le site de l'actif, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus. Les actifs sont amortis jusqu'au terme de la durée d'utilité de l'actif au titre du droit d'utilisation ou jusqu'au terme de la durée du contrat de location s'il est antérieur – un jugement étant exercé afin de déterminer la durée des contrats de location pour lesquels la Société a une option de renouvellement – selon le mode linéaire, étant donné que ce mode reflète le plus étroitement le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs représentatifs de l'actif. Par ailleurs, les actifs au titre de droits d'utilisation peuvent être diminués de façon périodique des éventuelles pertes de valeur, et ajustés pour refléter certaines réévaluations de l'obligation locative.

L'obligation locative est évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements de loyers qui ne sont pas versés à la date de début, calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location ou, si ce taux ne peut être déterminé facilement, à l'aide du taux d'emprunt marginal de la Société. La Société utilise son taux d'emprunt marginal à titre de taux d'actualisation. Les paiements de loyers comprennent les paiements fixes et les paiements variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux.

Les sorties de trésorerie se rapportant au principal de l'obligation locative sont présentées dans les activités de financement et celles se rapportant à la charge d'intérêts sur l'obligation locative sont présentées dans les activités d'exploitation du tableau des flux de trésorerie. Les paiements de loyers au titre de contrats de location à court terme et les paiements de loyers variables qui n'ont pas été pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative sont présentés dans les activités d'exploitation du tableau des flux de trésorerie.

L'obligation locative est évaluée au coût amorti selon la méthode des intérêts effectifs. Elle est réévaluée s'il y a un changement dans les paiements de loyers futurs découlant de la variation d'un indice ou d'un taux, s'il y a un changement dans l'estimation de la Société des sommes à payer au titre d'une garantie de valeur résiduelle, ou si la Société revoit sa décision d'exercer ou non une option d'achat, de prolongation ou de résiliation du contrat de location.

Lorsque l'obligation locative est réévaluée de cette façon, un ajustement équivalent est apporté à la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation, ou est comptabilisé dans le résultat net si la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation a été ramenée à zéro.

Selon IAS 17

Au cours de la période comparative, la Société a classé les contrats de location aux termes desquels elle transfère la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété comme des contrats de location-financement. Dans ce cas, les actifs loués ont été évalués initialement à un montant égal à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les paiements minimaux au titre de la location s'entendaient des paiements que le preneur était tenu d'effectuer pendant la durée du contrat de location, à l'exclusion de tout loyer conditionnel.

Par la suite, les actifs ont été comptabilisés conformément à la méthode comptable qui s'applique à ceux-ci.

Les actifs détenus dans les autres contrats de location ont été classés à titre de contrats de location simple et n'ont pas été comptabilisés dans l'état de la situation financière de la Société. Les paiements versés aux termes d'un contrat de location simple ont été comptabilisés dans le résultat net selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location. Les avantages incitatifs à la location reçus ont été comptabilisés comme étant constitutifs du total de la charge locative, sur la durée du contrat de location.

Dans le cadre de l'application initiale d'IFRS 16, la Société a également choisi d'appliquer les dispositions transitoires qui suivent :

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués :

- au montant de l'obligation locative le 1^{er} janvier 2019, ajusté du montant des loyers payés d'avance ou à payer qui étaient comptabilisés dans l'état de la situation financière relativement à ce contrat de location immédiatement avant la date de transition aux IFRS.

La Société a choisi de se prévaloir des mesures de simplification suivantes lors de l'application d'IFRS 16 à des contrats de location antérieurement classés en tant que contrats de location simple aux termes d'IAS 17 :

- ajuster les actifs au titre de droits d'utilisation du montant comptabilisé dans l'état de la situation financière au titre de la provision pour les contrats de location déficitaires immédiatement avant la date de première application au lieu d'effectuer un test de dépréciation;
- ne pas comptabiliser les actifs au titre de droits d'utilisation et les obligations locatives au titre des contrats de location à court terme dont la durée est d'au plus 12 mois ainsi qu'au titre des contrats de location dont la durée restante au moment de l'adoption est courte. Les paiements de loyers associés à ces contrats sont comptabilisés en charges selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location;
- comptabiliser chaque composante locative et les composantes non locatives qui s'y rattachent comme une seule composante locative en ce qui a trait aux réservoirs de stockage;
- utiliser des connaissances acquises a posteriori pour déterminer la durée d'un contrat de location si le contrat contient des options de prolongation ou de résiliation.

Le tableau qui suit présente un rapprochement des obligations relatives aux contrats de location simple de la Société au 31 décembre 2018 présentées précédemment dans les états financiers de la Société et des obligations locatives comptabilisés au moment de l'application initiale d'IFRS 16 le 1^{er} janvier 2019.

Rapprochement

(en millions de dollars)	1 ^{er} janvier 2019
Contrats de location simple au 31 décembre 2018 ¹⁾	2 457
Exemption relative aux contrats de location à court terme	(42)
Actualisation	(623)
Obligations locatives supplémentaires en raison de l'adoption d'IFRS 16 au 1 ^{er} janvier 2019	1 792

1) Engagements locatifs non actualisés.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 sur les états consolidés de la situation financière de la Société au 1^{er} janvier 2019. Les montants de la période antérieure n'ont pas été retraités. L'incidence de la transition a été comptabilisée dans les capitaux propres à titre de résultats non distribués.

(en millions de dollars) Augmentation (diminution)	31 décembre 2018	Ajustements au titre d'IFRS 16	1 ^{er} janvier 2019
Actif			
Actif courant			
Créances	3 206	(2)	3 204
Immobilisations corporelles, montant net	74 245	(1 267)	72 978
Actifs au titre de droits d'utilisation, montant net	—	3 059	3 059
Passif et capitaux propres			
Passif courant			
Tranche courante de la dette à long terme	229	(38)	191
Tranche courante des obligations locatives	—	276	276
Tranche courante des provisions	667	(1)	666
Dette à long terme	13 890	(1 222)	12 668
Obligations locatives à long terme	—	2 777	2 777
Autres passifs à long terme	2 346	(1)	2 345
Provisions	6 984	(20)	6 964
Impôt sur le résultat différé	12 045	5	12 050
Capitaux propres	44 005	14	44 019

En ce qui concerne les contrats de location qui étaient classés en tant que contrats de location-financement selon IAS 17, la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation et de l'obligation locative au 1^{er} janvier 2019 a été déterminée comme étant la valeur comptable de ces éléments évaluée en application d'IAS 17 immédiatement avant cette date.

Les obligations locatives comptabilisées selon IFRS 16 ont été actualisées en utilisant le taux d'emprunt marginal de la Société au moment de l'adoption. Au 1^{er} janvier 2019, le taux moyen pondéré des contrats de location additionnels comptabilisés selon IFRS 16 s'établissait à 3,85 %.

4. INFORMATION SECTORIELLE¹⁾²⁾

Les secteurs opérationnels de la Société sont présentés en fonction de la nature de leurs produits et de leurs services et de la responsabilité de la direction.

Les ventes intersectorielles de pétrole brut et de gaz naturel sont comptabilisées aux valeurs de marché et portées, pour la présentation de l'information sectorielle, dans les produits des activités ordinaires du secteur faisant le transfert et dans les charges du secteur recevant le transfert. Ces montants sont éliminés à la consolidation.

Trimestres clos les 30 septembre (en millions de dollars)	Sables pétrolifères 2019	2018	Exploration et production 2019	2018	Raffinage et commercialisation 2019	2018	Siège social et éliminations 2019	2018	Total 2019	2018
Produits des activités ordinaires et autres produits										
Produits bruts	3 472	3 498	746	949	5 912	6 722	5	4	10 135	11 173
Produits intersectoriels	1 129	1 317	—	—	17	30	(1 146)	(1 347)	—	—
Moins les redevances	(235)	(161)	(97)	(165)	—	—	—	—	(332)	(326)
Produits d'exploitation, déduction faite des redevances	4 366	4 654	649	784	5 929	6 752	(1 141)	(1 343)	9 803	10 847
Autres produits (pertes)	63	21	15	(8)	13	10	2	(7)	93	16
	4 429	4 675	664	776	5 942	6 762	(1 139)	(1 350)	9 896	10 863
Charges										
Achats de pétrole brut et de produits	284	378	—	—	4 276	4 765	(1 158)	(1 242)	3 402	3 901
Charges d'exploitation, frais de vente et frais généraux	2 009	1 855	129	127	531	519	124	144	2 793	2 645
Transport	344	308	19	20	30	36	(15)	(16)	378	348
Charge d'amortissement et d'épuisement et pertes de valeur	1 037	1 077	220	240	209	172	18	15	1 484	1 504
Prospection	2	3	13	19	—	—	—	—	15	22
Profit à l'échange et à la cession d'actifs	(3)	(106)	(77)	—	(1)	(1)	—	—	(81)	(107)
Charges financières (produits financiers)	94	62	20	17	6	(2)	313	8	433	85
	3 767	3 577	324	423	5 051	5 489	(718)	(1 091)	8 424	8 398
Résultat net avant impôt	662	1 098	340	353	891	1 273	(421)	(259)	1 472	2 465
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat										
Exigible	95	155	102	161	204	299	(45)	(122)	356	493
Différé	62	121	19	(30)	19	42	(19)	27	81	160
	157	276	121	131	223	341	(64)	(95)	437	653
Résultat net	505	822	219	222	668	932	(357)	(164)	1 035	1 812
Dépenses en immobilisations et frais de prospection										
	1 000	770	293	245	202	180	21	11	1 516	1 206

1) La Société a adopté IFRS 16 le 1^{er} janvier 2019 et a choisi d'appliquer la méthode de transition rétrospective modifiée. Par conséquent, les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Il y a lieu de se reporter à la note 3 pour plus de précisions.

2) Dès le premier trimestre 2019, les résultats du secteur Négociation de l'énergie de la Société sont compris dans chacun des secteurs opérationnels auxquels les négociations se rapportent. Les activités liées à la négociation de l'énergie étaient comptabilisées précédemment dans le secteur Siège social, négociation de l'énergie et éliminations. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités pour rendre compte de ce changement. Les résultats des activités liées à l'énergie renouvelable de la Société ont été inclus dans le secteur Siège social et éliminations.

Périodes de neuf mois closes les 30 septembre (en millions de dollars)	Sables pétrolifères		Exploration et production		Raffinage et commercialisation		Siège social et éliminations		Total	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Produits des activités ordinaires et autres produits										
Produits bruts	10 676	9 671	2 677	3 098	16 694	18 037	19	19	30 066	30 825
Produits intersectoriels	3 246	2 923	—	—	65	74	(3 311)	(2 997)	—	—
Moins les redevances	(774)	(331)	(435)	(513)	—	—	—	—	(1 209)	(844)
Produits d'exploitation, déduction faite des redevances	13 148	12 263	2 242	2 585	16 759	18 111	(3 292)	(2 978)	28 857	29 981
Autres produits (pertes)	74	89	410	(66)	42	(22)	8	59	534	60
	13 222	12 352	2 652	2 519	16 801	18 089	(3 284)	(2 919)	29 391	30 041
Charges										
Achats de pétrole brut et de produits	961	1 048	—	—	11 319	12 700	(2 971)	(2 944)	9 309	10 804
Charges d'exploitation, frais de vente et frais généraux	6 042	5 579	391	352	1 597	1 505	394	441	8 424	7 877
Transport	968	825	59	66	86	106	(38)	(40)	1 075	957
Charge d'amortissement et d'épuisement et pertes de valeur	3 089	3 005	702	768	612	500	56	46	4 459	4 319
Prospection	114	30	90	43	—	—	—	—	204	73
Profit à l'échange et à la cession d'actifs	(13)	(107)	(228)	(162)	(3)	(5)	—	—	(244)	(274)
Charges financières	237	218	48	29	33	9	244	934	562	1 190
	11 398	10 598	1 062	1 096	13 644	14 815	(2 315)	(1 563)	23 789	24 946
Résultat net avant impôt	1 824	1 754	1 590	1 423	3 157	3 274	(969)	(1 356)	5 602	5 095
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat										
Exigible	244	170	526	616	757	791	(243)	(335)	1 284	1 242
Différé	(675)	262	(103)	(115)	(42)	91	(96)	42	(916)	280
	(431)	432	423	501	715	882	(339)	(293)	368	1 522
Résultat net	2 255	1 322	1 167	922	2 442	2 392	(630)	(1 063)	5 234	3 573
Dépenses en immobilisations et frais de prospection										
	2 440	2 883	789	661	504	667	50	48	3 783	4 259

- 1) La Société a adopté IFRS 16 le 1^{er} janvier 2019 et a choisi d'appliquer la méthode de transition rétrospective modifiée. Par conséquent, les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Il y a lieu de se reporter à la note 3 pour plus de précisions.
- 2) Dès le premier trimestre 2019, les résultats du secteur Négociation de l'énergie de la Société sont compris dans chacun des secteurs opérationnels auxquels les négociations se rapportent. Les activités liées à la négociation de l'énergie étaient comptabilisées précédemment dans le secteur Siège social, négociation de l'énergie et éliminations. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités pour rendre compte de ce changement. Les résultats des activités liées à l'énergie renouvelable de la Société ont été inclus dans le secteur Siège social et éliminations.

Ventilation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients et des produits intersectoriels

La Société tire des produits des activités ordinaires principalement du transfert de biens, à un moment précis, pour les principales catégories de biens, les sources de produits des activités ordinaires et les régions géographiques suivantes :

Trimestres clos les 30 septembre (en millions de dollars)	2019			2018		
	Amérique du Nord	International	Total	Amérique du Nord	International	Total
Sables pétrolifères						
Pétrole brut synthétique et diesel	3 308	—	3 308	3 554	—	3 554
Bitume	1 293	—	1 293	1 261	—	1 261
	4 601	—	4 601	4 815	—	4 815
Exploration et production						
Pétrole brut et liquides de gaz naturel	393	352	745	488	458	946
Gaz naturel	—	1	1	—	3	3
	393	353	746	488	461	949
Raffinage et commercialisation						
Essence	2 704	—	2 704	3 120	—	3 120
Distillat	2 401	—	2 401	2 696	—	2 696
Autres	824	—	824	936	—	936
	5 929	—	5 929	6 752	—	6 752
Siège social et éliminations						
	(1 141)	—	(1 141)	(1 343)	—	(1 343)
Total des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	9 782	353	10 135	10 712	461	11 173

Périodes de neuf mois closes les 30 septembre (en millions de dollars)	2019			2018		
	Amérique du Nord	International	Total	Amérique du Nord	International	Total
Sables pétrolifères						
Pétrole brut synthétique et diesel	10 246	—	10 246	9 423	—	9 423
Bitume	3 676	—	3 676	3 171	—	3 171
	13 922	—	13 922	12 594	—	12 594
Exploration et production						
Pétrole brut et liquides de gaz naturel	1 391	1 282	2 673	1 454	1 631	3 085
Gaz naturel	—	4	4	3	10	13
	1 391	1 286	2 677	1 457	1 641	3 098
Raffinage et commercialisation						
Essence	7 470	—	7 470	8 428	—	8 428
Distillat	7 039	—	7 039	7 220	—	7 220
Autres	2 250	—	2 250	2 463	—	2 463
	16 759	—	16 759	18 111	—	18 111
Siège social et éliminations						
	(3 292)	—	(3 292)	(2 978)	—	(2 978)
Total des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	28 780	1 286	30 066	29 184	1 641	30 825

- 1) La Société a adopté IFRS 16 le 1^{er} janvier 2019 et a choisi d'appliquer la méthode de transition rétrospective modifiée. Par conséquent, les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Il y a lieu de se reporter à la note 3 pour plus de précisions.
- 2) Dès le premier trimestre 2019, les résultats du secteur Négociation de l'énergie de la Société sont compris dans chacun des secteurs opérationnels auxquels les négociations se rapportent. Les activités liées à la négociation de l'énergie étaient comptabilisées précédemment dans le secteur Siège social, négociation de l'énergie et éliminations. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités pour rendre compte de ce changement. Les résultats des activités liées à l'énergie renouvelable de la Société ont été inclus dans le secteur Siège social et éliminations.

5. AUTRES PRODUITS

Les autres produits se composent de ce qui suit :

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Activités de négociation de l'énergie				
Profits latents comptabilisés en résultat net	49	70	159	91
Pertes à l'évaluation des stocks	(11)	(30)	(46)	(11)
Activités de gestion des risques ¹⁾	44	(21)	(2)	(90)
Produit financier et produits d'intérêts	36	9	86	15
Produit d'assurance ²⁾	—	—	397	33
Autres	(25)	(12)	(60)	22
	93	16	534	60

- 1) Inclut des variations de juste valeur liées à des contrats dérivés à court terme dans les secteurs Sables pétrolifères et Raffinage et commercialisation.
- 2) Les montants pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019 comprennent les produits d'assurance liés aux actifs en Libye dans le secteur Exploration et production (note 16) alors que pour les périodes de neuf mois closes en septembre 2019 et en septembre 2018, ils comprennent les produits d'assurance liés à Syncrude dans le secteur Sables pétrolifères.

6. RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

Le tableau ci-dessous résume la charge de rémunération fondée sur des actions comptabilisée pour tous les régimes au poste « Charges d'exploitation, frais de vente et frais généraux ».

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre 2019	Trimestres clos les 30 septembre 2018	Périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2019	Périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2018
Régimes dont les paiements sont réglés en actions	9	8	42	38
Régimes dont les paiements sont réglés en trésorerie	58	36	211	277
	67	44	253	315

7. CHARGES FINANCIÈRES

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre 2019	Trimestres clos les 30 septembre 2018	Périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2019	Périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2018
Intérêts sur la dette	205	230	617	673
Intérêts sur les obligations locatives (note 3)	42	—	130	—
Intérêts incorporés à l'actif	(29)	(26)	(85)	(128)
Charges d'intérêts	218	204	662	545
Intérêts sur le passif au titre du partenariat	13	14	41	42
Intérêts liés aux prestations de retraite et aux avantages complémentaires de retraite	15	14	45	43
Charge de désactualisation	66	67	205	199
Perte (profit) de change sur la dette libellée en dollars américains	133	(216)	(378)	402
Écarts de change liés aux activités d'exploitation et autres	(12)	2	(13)	(41)
	433	85	562	1 190

Au cours du deuxième trimestre de 2019, la Société a remboursé ses billets non garantis de premier rang d'un montant de 140 M\$ US (valeur comptable de 188 M\$) à l'échéance, portant intérêt au taux de 7,75 %, pour un montant total de 145 M\$ US (195 M\$), ce qui comprend des intérêts cumulés de 5 M\$ US (7 M\$).

En mai 2019, la Société a émis des billets à moyen terme de premier rang non garantis de série 6 de 750 M\$ qui viennent à échéance le 24 mai 2029. Ces billets à moyen terme de série 6 portent intérêt au taux de 3,10 % et leur prix a été fixé à 99,761 \$ par tranche de capital de 100 \$, pour un taux effectif de 3,128 %. Les intérêts sont payés chaque semestre.

8. RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

(en millions de dollars)	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	2019	30 septembre 2018	2019	30 septembre 2018
Résultat net	1 035	1 812	5 234	3 573
(en millions d'actions ordinaires)				
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	1 552	1 620	1 566	1 631
Titres dilutifs :				
Effet des options sur actions	2	8	3	7
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires – après dilution	1 554	1 628	1 569	1 638
(en dollars par action ordinaire)				
Résultat de base par action	0,67	1,12	3,34	2,19
Résultat dilué par action	0,67	1,11	3,34	2,18

9. OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS

Le 1^{er} mai 2018, la Société a annoncé son intention de renouveler son offre publique de rachat dans le cours normal des activités actuelle (l'« offre publique de rachat de 2018 ») pour continuer à racheter des actions par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto (la « TSX »), de la Bourse de New York (la « NYSE ») ou d'autres plateformes de négociation. Aux termes de l'offre publique de rachat de 2018, la Société était autorisée à racheter, aux fins d'annulation, 52 285 330 de ses actions ordinaires entre le 4 mai 2018 et le 3 mai 2019. Le 14 novembre 2018, Suncor a annoncé une modification de l'offre publique de rachat de 2018, prenant effet le 19 novembre 2018, qui permettait à la Société d'augmenter le nombre total maximal d'actions ordinaires qu'il était permis de racheter aux fins d'annulation entre le 4 mai 2018 et le 3 mai 2019 à 81 695 830.

Le 1^{er} mai 2019, la Société a annoncé son intention de renouveler son offre publique de rachat dans le cours normal des activités actuelle (l'« offre publique de rachat de 2019 ») pour continuer, aux termes du programme de rachat annoncé précédemment, à racheter des actions par l'intermédiaire de la TSX, de la NYSE ou d'autres plateformes de négociation. Dans le cadre de l'offre publique de rachat de 2019, la Société peut racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 50 252 231 actions ordinaires entre le 6 mai 2019 et le 5 mai 2020.

Au cours du troisième trimestre de 2019, la Société a racheté 19,2 millions d'actions ordinaires aux termes de l'offre publique de rachat de 2019 au prix moyen de 39,38 \$ l'action, pour un coût de rachat total de 756 M\$.

Le tableau suivant présente les rachats d'actions au cours de la période :

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	2019	30 septembre 2018	2019	30 septembre 2018
Rachats d'actions (en milliers d'actions ordinaires)				
Actions rachetées	19 206	16 841	44 158	37 700
Montants imputés aux postes suivants :				
Capital-actions	316	272	722	609
Résultats non distribués	440	617	1 100	1 278
Coût des rachats d'actions	756	889	1 822	1 887

Aux termes d'une convention de rachat automatique conclue avec un courtier indépendant, la Société a comptabilisé le passif suivant pour les rachats d'actions qui auraient pu avoir lieu au cours de la période d'interdiction de négociation de titres à l'interne.

(en millions de dollars)	30 septembre 2019	31 décembre 2018
Montants imputés aux postes suivants :		
Capital-actions	94	111
Résultats non distribués	146	152
Passif au titre des engagements d'achat d'actions	240	263

10. INSTRUMENTS FINANCIERS

Instruments financiers dérivés

a) Instruments financiers dérivés non désignés

- Instruments dérivés liés à la négociation de l'énergie – Le groupe Négociation de l'énergie de la Société a recours à des contrats dérivés d'énergie (livraison physique et contrats financiers), y compris des swaps, des contrats à terme et des options, pour tirer des produits des activités de négociation.
- Instruments dérivés liés à la gestion des risques – La Société conclut périodiquement des contrats dérivés pour gérer le risque lié aux fluctuations des taux d'intérêt, du cours des marchandises et des taux de change. Ces contrats font partie du programme global de gestion des risques de la Société.

Les variations de la juste valeur des instruments dérivés non désignés liés à la négociation de l'énergie ou à la gestion des risques sont les suivantes :

(en millions de dollars)	Négociation de l'énergie	Gestion des risques	Total
Juste valeur des contrats en cours au 31 décembre 2018	1	59	60
Règlements en trésorerie – montant reçu au cours de l'exercice	(195)	(36)	(231)
Profits (pertes) latents comptabilisés en résultat net pour l'exercice (note 5)	159	(2)	157
Juste valeur des contrats en cours au 30 septembre 2019	(35)	21	(14)

b) Hiérarchie des justes valeurs

Pour estimer la juste valeur des dérivés, la Société se fonde sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles, ou sur des modèles de tiers ou des méthodes d'évaluation qui reposent sur des données de marché observables. Outre les données de marché, la Société tient compte d'informations se rapportant à la transaction, que les intervenants du marché utiliseraient pour effectuer une évaluation de la juste valeur, y compris l'incidence du risque de non-exécution. Cependant, ces estimations n'indiquent pas nécessairement les montants qui pourraient être réalisés ou réglés dans le cadre d'une transaction de marché courante. La Société classe les données d'entrées utilisées pour déterminer les justes valeurs en recourant à une hiérarchie qui établit leur priorité à partir de la mesure dans laquelle elles sont observables sur le marché. Les trois niveaux de la hiérarchie des justes valeurs sont les suivants :

- Niveau 1 : s'entend des instruments dont la juste valeur est déterminée à partir d'un prix coté non ajusté sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques. Un marché actif se caractérise par des prix cotés aisément et régulièrement disponibles qui sont représentatifs des transactions réelles et régulièrement conclues sur le marché afin d'assurer la liquidité.

- Niveau 2 : s'entend des instruments dont la juste valeur est déterminée à partir de prix cotés sur un marché inactif, de prix dont les données d'entrée sont observables ou de prix dont les données d'entrée non observables sont négligeables. La juste valeur de ces positions est déterminée à partir de données observables des bourses, de services d'évaluation, de cours cotés par des courtiers tiers indépendants et des droits de transport publiés. Les données d'entrée observables peuvent être ajustées au moyen de certaines méthodes, dont l'extrapolation sur la durée du prix coté et les prix cotés pour des actifs et des passifs comparables.
- Niveau 3 : s'entend des instruments dont la juste valeur est déterminée à partir de prix selon des données non observables importantes. Au 30 septembre 2019, la Société n'a pas d'instruments dérivés évalués à la juste valeur de niveau 3.

Lorsqu'elle établit ses estimations, la Société utilise les données les plus observables aux fins d'évaluation. Si l'évaluation de la juste valeur repose sur des données d'entrée correspondant à différents niveaux hiérarchiques, l'évaluation est classée selon les données d'entrée du plus bas niveau qui sont importantes pour l'évaluation de la juste valeur.

Le tableau ci-dessous présente les instruments financiers de la Société évalués à la juste valeur au 30 septembre 2019, selon le niveau hiérarchique de l'évaluation.

(en millions de dollars)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale
Créances	14	74	—	88
Dettes fournisseurs	(28)	(74)	—	(102)
	(14)	—	—	(14)

Au cours du troisième trimestre de 2019, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux 1 et 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

Instruments financiers non dérivés

Au 30 septembre 2019, la valeur comptable de la dette à terme fixe comptabilisée selon le coût amorti s'élevait à 13,1 G\$ (12,9 G\$ au 31 décembre 2018) et sa juste valeur, à 16,3 G\$ (14,2 G\$ au 31 décembre 2018). La juste valeur estimative de la dette à long terme est fondée sur les prix du marché.

11. PROVISIONS

La provision de Suncor pour démantèlement et remise en état des lieux a augmenté de 1,5 G\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019. L'augmentation tient essentiellement à une hausse du taux d'intérêt sans risque ajusté en fonction de la qualité du crédit, qui est passé à 3,10 % (4,20 % au 31 décembre 2018). Cette augmentation a été en partie neutralisée par les passifs réglés au cours de la période.

12. ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION ET CONTRATS DE LOCATION

La Société détient des contrats de location visant des réservoirs de stockage, des pipelines, des wagons, des navires, des immeubles, des terrains et de l'équipement mobile utilisés à des fins de production, de stockage et de transport de pétrole brut et de produits connexes.

Actifs au titre de droits d'utilisation pris en compte dans les immobilisations corporelles

(en millions de dollars)	30 septembre 2019
Immobilisations corporelles, montant net – compte non tenu des actifs au titre de droits d'utilisation	73 863
Actifs au titre de droits d'utilisation	2 926
	76 789

Le tableau qui suit présente les actifs au titre de droits d'utilisation par catégorie d'actifs :

(en millions de dollars)	Immobilisations corporelles
Coût	
1 ^{er} janvier 2019	3 326
Entrées et ajustements	123
Écarts de change	(3)
30 septembre 2019	3 446
Provision cumulée	
1 ^{er} janvier 2019	267
Amortissement	253
30 septembre 2019	520
Actifs au titre du droit d'utilisation, montant net	
1 ^{er} janvier 2019	3 059
30 septembre 2019	2 926

13. FORT HILLS

Au cours du premier trimestre de 2018, Suncor a acquis une participation supplémentaire de 1,05 % dans le projet Fort Hills pour une contrepartie de 145 M\$. La participation supplémentaire était le résultat de l'entente de règlement du litige commercial entre les coentrepreneurs du projet Fort Hills conclue en décembre 2017. Teck Resource Limited (« Teck ») a également acquis une participation supplémentaire de 0,42 % dans le projet. La quote-part de Suncor dans le projet a ainsi été portée à 54,11 % et celle de Teck, à 21,31 %, celle de Total E&P Canada Ltd. étant ramenée à 24,58 %.

14. ACQUISITION D'UNE PARTICIPATION SUPPLÉMENTAIRE DANS SYNCRUDE

Le 23 février 2018, Suncor a acquis une participation directe supplémentaire de 5 % dans le projet Syncrude auprès de Mocal Energy Limited pour 923 M\$ en trésorerie. La quote-part de Suncor dans le projet Syncrude a ainsi été portée à 58,74 %.

L'acquisition a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. La répartition du prix d'achat est fondée sur les meilleures estimations de la direction quant à la juste valeur des actifs et passifs de Syncrude au 23 février 2018.

(en millions de dollars)	
Créances	2
Stocks	15
Immobilisations corporelles	998
Prospection et évaluation	163
Total des actifs acquis	1 178
Dettes fournisseurs et charges à payer	(51)
Avantages sociaux futurs	(33)
Provision pour démantèlement	(169)
Impôt sur le résultat différé	(2)
Total des passifs pris en charge	(255)
Actifs nets acquis	923

La juste valeur des créances et des dettes fournisseurs se rapproche de leur valeur comptable en raison de l'échéance à court terme de ces instruments. La juste valeur des stocks de matières et de fournitures se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur taux de rotation à court terme. La juste valeur des immobilisations corporelles et de la provision pour démantèlement a été établie selon la méthode des flux de trésorerie futurs attendus. Les principales hypothèses utilisées aux fins des calculs sont les taux d'actualisation, les prix des marchandises futurs, le calendrier des activités de mise en valeur, les projections concernant les réserves de pétrole, ainsi que l'estimation des coûts d'abandon et de remise en état de la mine et des installations.

La participation directe supplémentaire dans Syncrude a fait augmenter de 182 M\$ les produits bruts et fait diminuer de 11 M\$ le résultat net consolidé depuis la date d'acquisition jusqu'au 30 septembre 2018.

Si l'acquisition avait eu lieu le 1^{er} janvier 2018, la participation directe supplémentaire aurait fait augmenter d'un montant additionnel de 64 M\$ les produits bruts et d'un montant additionnel de 4 M\$ le bénéfice net consolidé, ce qui se serait traduit par des produits bruts de 30,89 G\$ et un bénéfice net consolidé de 3,58 G\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018.

15. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Au deuxième trimestre de 2019, Suncor a comptabilisé un recouvrement d'impôt différé de 1,116 G\$ lié à une réduction du taux d'imposition des sociétés en Alberta, qui est passé de 12 % à 8 %. La baisse du taux d'imposition se fera graduellement comme suit : 11 % dès le 1^{er} juillet 2019, 10 % dès le 1^{er} janvier 2020, 9 % dès le 1^{er} janvier 2021 et 8 % dès le 1^{er} janvier 2022. Le recouvrement d'impôt différé de 1,116 G\$ comprend un recouvrement de 910 M\$ dans le secteur Sables pétrolifères, un recouvrement de 88 M\$ dans le secteur Raffinage et commercialisation, un recouvrement de 70 M\$ dans le secteur Exploration et production et un recouvrement de 48 M\$ dans le secteur Siège social et éliminations.

16. AUTRES TRANSACTIONS

Au troisième trimestre de 2019, la Société a comptabilisé, dans le secteur Exploration et production, un profit sur la vente de 65 M\$ (48 M\$ après impôt) lié à la vente de ses actifs non essentiels en Australie.

Le 28 juin 2019, la Société a réalisé la vente de sa participation de 37 % dans Canbriam Energy Inc. (« Canbriam ») et elle a comptabilisé un profit sur la vente équivalent au produit intégral de 151 M\$ (139 M\$ après impôt) dans le secteur Exploration et production. La participation dans Canbriam a été acquise au début de 2018 en échange de propriétés foncières minières de Suncor dans le nord-est de la Colombie-Britannique, y compris la production connexe, et une contrepartie de 52 M\$.

Au cours du premier trimestre de 2019, la Société a reçu un produit d'assurance de 363 M\$ lié aux actifs en Libye (environ 264 M\$ après impôt). Le produit pourrait faire l'objet d'un remboursement provisoire qui pourrait dépendre de la performance et des flux de trésorerie futurs des actifs de la Société en Libye.

Le 29 septembre 2018, Suncor et les autres partenaires dans la participation directe au projet d'exploitation minière de sables pétrolifères Joslyn ont convenu de vendre la totalité (100 %) de leurs participations directes respectives à Canadian Natural Resources Limited pour un produit brut de 225 M\$, soit un montant net de 82,7 M\$ pour Suncor. Suncor détenait une participation directe de 36,75 % dans Joslyn avant la transaction. Les partenaires dans la participation ont reçu un produit en trésorerie de 100 M\$ (36,8 M\$ nets pour Suncor) à la clôture, le montant résiduel de 125 M\$ (45,9 M\$ nets pour Suncor) devant être reçu en versements égaux au cours des cinq prochaines années. Par conséquent, Suncor a comptabilisé une créance à long terme de 36,7 M\$ au poste « Autres actifs » et le premier versement à recevoir de 9,2 M\$ au poste « Créances ». La transaction s'est traduite par un profit de 83 M\$ pour le secteur Sables pétrolifères.

Le 31 mai 2018, la Société a conclu la transaction déjà annoncée visant l'acquisition d'une participation de 17,5 % dans le projet de mise en valeur Fenja, en Norvège, auprès de Faroe Petroleum Norge AS, au coût d'acquisition de 55 M\$ US (environ 70 M\$) majoré de coûts de règlements intermédiaires de 22 M\$ et établi selon la méthode de l'acquisition. Ce projet a été approuvé par ses propriétaires en décembre 2017.